

# Association France-Amériques

Conférence du 19 octobre 2009

\*

## Regards sur le Canada et le monde

Intervenant :

- Jean Chrétien, ancien Premier ministre du Canada.

Président de séance :

- Alfred Siefer Gaillardin, président de l'Institut France-Canada.

- Alfred Siefer-Gaillardin : En tout premier lieu, merci au très honorable Jean Chrétien, ancien Premier ministre du Canada, de nous faire l'honneur, je dirais même nous accorder le privilège de célébrer avec nous, et autour de lui, le centenaire de France-Amériques qui coïncide, vous le verrez, avec la création de France-Canada.

C'était un dénommé Gabriel Hanotaux, bien oublié de nos jours, jeune diplomate, qui - envoyé à Londres pour négocier un accord de libre-échange déjà, entre le Canada et la France (mais à cette époque-là, il n'y avait pas de représentation distincte du Canada, c'était celle du Royaume-Uni) - qui à son retour de Londres s'étonne de ce que les Amériques du Nord, du Centre, du Sud, ne figuraient même pas à l'organigramme du ministère des Affaires étrangères de l'époque. C'était, tout cet immense continent, épinglé sous la rubrique "autres pays". Et Gabriel Hanotaux devient ministre des Affaires étrangères. Première chose, il crée la direction des Amériques, excellente chose. Deuxième chose, il est brièvement président du Conseil sous la IIIe République, cela ne durerait pas. Et il estimait que d'une manière générale, la France ne savait pas tourner suffisamment son regard vers les Amériques, pays du futur, pays au pluriel. Et en 1909, il crée cette association des Amériques. Et France-Amériques, paradoxalement, va trouver sa première porte d'entrée en Amérique du Nord, pour expliquer ce qu'est France-Amériques, à Montréal. Et ensuite cela se développera à travers l'ensemble des Amériques. Et Gabriel Hanotaux, président d'honneur de cette institution, va continuer au cours de toute sa vie à faire en sorte que France-Amériques prenne de l'ampleur. Et peu avant son décès, ou juste après, France-Amériques acquiert l'hôtel dans lequel vous vous trouvez, l'hôtel Le Marois. Alors, pour ses 100 ans, cela fait presque neuf mois que viennent tour à tour de très hautes personnalités des Amériques. Mais il nous manquait le fleuron, la couronne, la perle sur la couronne : le Canada. Et c'est la raison pour laquelle nous avons vraiment la fierté d'accueillir le très honorable Jean Chrétien aujourd'hui.

Nous sommes un tout petit peu contraints par l'horaire. En effet, Monsieur le Premier ministre, vous allez vous diriger très rapidement après ce déjeuner à Londres, où vous attend une réception à Buckingham Palace. La monarque Sa Majesté la reine Elisabeth II vous ayant personnellement conféré la dignité du Mérite britannique, de l'Ordre du Mérite britannique dont vous serez décoré demain. Nous allons déjeuner ; à l'issue du plat chaud, je viendrai à ce même micro présenter plus précisément, mais tout aussi rapidement, Monsieur le Premier ministre, qui voudra bien nous adresser quelques mots. À la suite de quoi vous serez invités à poser des questions au très honorable Jean Chrétien avant que nous concluions cette rencontre. Nous sommes dans vos mains Monsieur le Premier ministre, à l'heure qui est la vôtre, et qui est celle en fait de l'Eurostar, bien connu par les Parisiens et les Londoniens pour être le meilleur moyen de communication entre les deux rives de la Manche. Merci et bon appétit.

- Alfred Siefer-Gaillardin : Mesdames et Messieurs, merci pour votre attention. Nous entrons dans la partie en quelque sorte "officielle" de notre rencontre. Et à ce titre, je voudrais commencer par saluer Son Excellence l'ambassadeur du Canada à Paris Monsieur Marc Lortie et son épouse, Messieurs les ambassadeurs du Canada auprès de l'UNESCO et de l'OCDE, Monsieur le représentant du Délégué général du Québec, et puis tous nos amis présents... et Messieurs les parlementaires, et tout spécialement le sénateur Serge Joyal qui, avec la secrétaire générale de l'Institut France-Canada, Me Lyse Lefebvre-Guery, a fait que ce déjeuner puisse prendre place aujourd'hui.

Nous sommes réunis autour d'une personnalité que tout un chacun d'entre nous connaît, et qu'il devrait être inutile de présenter, de vous présenter. Mais il me faut vous dire deux ou trois choses qui me paraissent essentielles. La première, et ça c'est sur un mode sympathique, Jean Chrétien est né à Shawinigan dans une assez grande fratrie, suffisamment grande pour stupéfier un de nos anciens présidents - paix à son âme - qui l'avait interrogé sur le nombre de ses frères et sœurs. François Mitterrand, tout un chacun sait, avait lui-même une fratrie assez nombreuse. Et notre président a demandé : "Vous êtes d'une famille de six ? De sept ? " Et quand le Premier ministre lui a répondu : "Si ma maman n'avait pas été plus courageuse, je ne serais pas devant vous.", cela vous montre que la fratrie était ample, je m'en souviens Monsieur le Premier ministre.

D'autre part, après des études de droit brillamment réussies, à l'université Laval à Québec, vous entrez en politique très jeune, en 1963. Et vos mandats électoraux vont se succéder les uns les autres. Vous serez immédiatement repéré par Lester Pearson qui vous prend à son cabinet, puis par Pierre Trudeau, qui vous confie vos premières responsabilités. Et pour moi ces toutes premières responsabilités ministérielles sont importantes, vous verrez pourquoi tout à l'heure. Ministre des Affaires indiennes et du Nord, puis ministre des Finances, après avoir été pendant un temps secrétaire au Trésor, où vous étiez surnommé "Docteur No" - vous vous souvenez de cette période - vous prenez un petit peu de recul vis-à-vis de votre parti, le Parti libéral du Canada, pendant très peu de temps, pour en bâtir le programme, le reconstruire de l'intérieur et remporter des élections qui... Pour un Français c'est absolument stupéfiant de voir le parti aux affaires réduit à 2 députés, et l'opposition avec une majorité écrasante. Cette opposition c'est vous qui la dirigiez, et vous êtes devenu le Premier ministre du Canada. Chose exceptionnelle, trois fois de suite vous avez convoqué les électeurs, et trois fois de suite vous avez été réélu Premier ministre du Canada. Vous avez en fait la longévité, de 1993 à 2003, je crois la plus longue dans cette fonction dans votre pays. Et vous y avez entrepris des politiques dont vous nous parlerez peut-être mais qui ont fait- je le dis en toute simplicité - d'abord la stupéfaction, puis l'admiration et enfin l'envie de mes compatriotes. Au point de vous solliciter pour savoir quels remèdes fallait-ils pour à la fois, diminuer l'endettement de l'État, diminuer le déficit budgétaire et réduire considérablement les impôts. Tout cela dans un contexte de croissance économique, évidemment. Vous aviez choisi peut-être un excellent moment pour le faire. D'autres ne l'ont peut-être pas fait aussi rapidement, aussi courageusement. Il en résulte que pour

vosre pays ce fut une nouveauté complète, accompagnée dans le même temps d'une capacité d'investissement, d'explorations nouvelles qui ont fait jaillir des richesses nouvelles de tout le Canada. Je me souviendrai toujours Monsieur le Premier ministre de ce que, arrivé au Canada, on ne savait même pas ce qu'était la kimberlite, on savait que ça se trouvait en Afrique du sud, mais on ne savait pas qu'il pouvait y avoir de la kimberlite au Canada. On a découvert la kimberlite, un gisement de ce minerai qui contient le diamant, à l'époque où je me trouvais dans vosre pays, et aujourd'hui le Canada est le second producteur ex aequo de diamants du monde, ex aequo avec l'Afrique du Sud, c'est stupéfiant. Tout ceci pour dire, Monsieur le Premier ministre, que vous avez traversé une période exceptionnelle. Une période également où la relation entre nos deux pays et vosre amitié avec le président Jacques Chirac aura été non moins exceptionnelle, et qui continue, je crois, par delà les ans, car vous avez marqué de vosre empreinte cette formidable relation.

Ce que je voudrais simplement souligner, c'est aussi le caractère peut-être involontaire - je ne sais pas vous nous le direz - mais visionnaire d'une certaine chose. Tous les ans, depuis que vous avez été ministre des Affaires indiennes, une vingtaine d'ambassadeurs ont le privilège de découvrir ce qu'est le Grand Nord canadien. Mais vraiment le Grand Nord... jusqu'au-dessus du pôle magnétique, où on tourne avant de redescendre. Un trajet qui, déroulé dans sa longueur, serait la distance d'Ottawa à la ville du Cap, avec des arrêts partout, pour découvrir la réalité humaine, la réalité sociale, les réalités économiques, les richesses de vosre pays. Chaque année vous avez fait, peut-être une fois encore sans le vouloir... 20 ambassadeurs du Canada sur l'importance stratégique du Grand Nord. C'est un exemple parmi d'autres. Voilà l'homme que nous avons la chance d'accueillir. Très honorable Jean Chrétien, Monsieur le Premier ministre, je vous prie de venir prendre la suite à ce micro.

- Jean Chrétien : Merci beaucoup Monsieur l'ambassadeur. Messieurs les ambassadeurs, Messieurs les parlementaires, Messieurs les délégués du Québec, mes chers amis.

Évidemment, pour un Canadien français comme moi d'être ici, de parler à France-Amériques, c'est très important et très agréable. Nos relations avec la France datent depuis très très longtemps, et peut-être que je pourrais vous compter une anecdote. Alors que j'étais au sommet de 1994 en Italie, c'était le dernier déjeuner et le président Mitterrand qui avait participé... depuis 13 ans, c'était la 14ème année qu'il était au sommet du G7. Alors, on est à un petit dîner, ou déjeuner plutôt, où il n'y avait pas d'agenda pour rendre hommage à Monsieur Mitterrand. Et là j'allais raconter que nous les Canadiens français de l'époque de la Révolution américaine, avons joué un rôle extraordinaire. Parce que si nous avons décidé de nous joindre à la Révolution américaine, chose que nous avons refusé de faire, fort probablement que la langue des États-Unis serait la langue française. Parce qu'il y aurait eu un vote à l'époque, au Congrès américain, pour choisir une langue. Parce qu'ils faisaient la révolution, ils se séparaient de l'Angleterre. Et Jefferson et Adams avaient tous deux passé 10 ans à Paris, alors

ils ont voté, et ils ont gardé la langue anglaise. Mais si nous les Français du Nord avions participé, la langue française aurait gagné, je suis sûr. Alors Monsieur Mitterrand était très ébahi par l'idée, il se voyait peut-être lui-même présider cette petite affaire qu'étaient les États-Unis... Et Bill Clinton avait été particulièrement gentil, pas très sérieux mais très gentil. Il avait répondu, il avait dit : "Jean, si ce fût le cas, je serais ici à prendre des notes pour toi." Mais vous savez les relations du Canada, du Québec et de la France c'est complexe, mais je dois dire que c'est agréable en même temps. Moi j'ai connu tout... En 1967 quand le général de Gaulle a traversé le Chemin du Roy, de Québec jusqu'à Montréal, je me doutais, dès Trois-Rivières, qu'il allait se passer quelque chose. Et ensuite, j'étais au cabinet la journée qui a suivi cet incident. Alors l'évolution de ce dossier-là me fascine, parce que lorsque j'ai quitté comme Premier ministre en 2003, le président Chirac a dit : "Les relations entre la France et le Canada n'ont jamais été aussi bonnes." Et c'est vrai. Cela a pris du temps, il a fallu trouver les bons mots, le langage est important : de "bilatéral" c'est devenu "trilatéral", un triangle - en politique c'est mieux que dans une famille. Alors on a réussi à régler cela d'une façon qui allait très bien. Et nous sommes devenus, tout le temps que j'étais Premier ministre, très près de la France. Et dans les sommets du G7 et du G8 par la suite, je me suis retrouvé au début avec Monsieur Mitterrand et ensuite avec Monsieur Chirac, et nous avons le Canada et la France, dans bien des dossiers nous avons pu partager, et travailler ensemble parce qu'on a des problèmes communs. Et ces relations bilatérales vont devenir, à mon sens, de plus en plus importantes avec l'évolution du monde. La globalisation va nous ramener probablement à des besoins de rapprochement différents. Je ne sais pas exactement quel sera le résultat, mais à cause de nos liens historiques et de nos liens économiques avec la France, et de nos liens politiques avec la France, nous devons travailler ensemble pour pouvoir avoir un peu plus de poids, parce que le monde change à une vitesse incroyable. La Chine n'existait pas il y a 25 ans, dans le monde diplomatique, et aujourd'hui c'est devenu la deuxième plus grande force, qu'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, c'est cette situation-là dans le monde. L'Inde devient plus importante, le Brésil devient plus important. Et ce sont tous des pays plus nombreux que la France et le Canada. Alors, il faut savoir comment se retrouver. Évidemment, notre orgueil va en prendre un coup, mais la réalité c'est que c'est la réalité. Et il va falloir s'ajuster à ces choses. Et c'est un défi qui s'impose, et aux Français, et aux Canadiens. Je suis très heureux de la situation qui prévalait et qui prévaut encore entre la France et le Canada, parce qu'il n'y a pas beaucoup de gens qui savent par exemple que vous êtes, les Français, les quatrièmes plus importants investisseurs au Canada. Vous avez 18,5 milliards de dollars investis au Canada. Vous êtes le quatrième pays investisseur dans notre pays. Vous avez 400 compagnies françaises au Canada, et ces 400 compagnies françaises emploient 100 000 Canadiens. Vous venez chez nous et, parce qu'on a signé un accord en 1993 sur la mobilité, il y a de plus en plus de jeunes français qui viennent étudier au Canada. Et c'est bien pour nous, et c'est bien pour eux. Tantôt, je parlais avec le sénateur qui me disait (si je comprends bien il est d'une île où il y a toujours du soleil, à Saint-Barthélemy, ce n'est pas comme à

Shawinigan où à Paris...), et il y a beaucoup de ses étudiants qui viennent au Québec, et qui profitent de ce que le Québec a à offrir parce qu'ils sont entourés eux aussi de beaucoup d'anglophones comme nous le sommes au Canada. Alors ils peuvent apprendre, ils peuvent étudier dans les 2 langues ce qui leur donne un actif additionnel lorsqu'ils retournent au travail chez eux. Et au point de vue scientifique, il y a des échanges énormes, au point de vue maintenant politique, il y a beaucoup de... Les premiers ministres des provinces viennent régulièrement à Paris. Les leaders des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut ou du Yukon viennent vous visiter. Vous venez visiter le Canada. Il y a des échanges énormes entre certaines villes canadiennes et certaines villes françaises. Alors tout ça, c'est très bien, parce qu'on en aura besoin de plus en plus. On s'est retrouvé souvent ensemble. Prenez la guerre en Irak, on s'est retrouvé ensemble, ce n'était pas facile pour vous, ça l'était peut-être encore moins pour moi. Parce que vous savez pour le Canada c'est toujours un peu compliqué. Trudeau avait décrit la situation du Canada comme ceci, il avait dit : "C'est une souris qui couche avec un éléphant." Alors c'est plutôt dangereux pour l'un et moins pour l'autre... Mais par contre, je réponds à cela : "Une souris se déplace beaucoup plus rapidement qu'en éléphant !" Alors on peut s'en sortir assez bien. Non, on a des échanges... 85% de nos échanges commerciaux se font avec les États-Unis, et il faut garder de bonnes relations avec eux. Mais on est aussi une porte d'entrée pour les Européens et les Français en Amérique, et beaucoup en profitent. Parce que nous avons un libre-échange qui fonctionne très bien avec les Américains. On peut travailler à l'étranger ensemble et cela arrive souvent, parce que le Canada a une certaine facilité... j'aime à dire parfois que nous sommes des Nord-américains mais nous ne sommes pas des Américains. Ce qui veut dire qu'on ne traîne pas de bagages qui embarrassent les gouvernements qui nous reçoivent. Et je connais bien des situations où les Français et les Canadiens pourraient travailler ensemble.

Alors, je suis ici et je ne veux pas faire un très long discours pour une raison bien simple, c'est que je m'ennuie énormément. J'ai été au gouvernement 30 ans au Canada. Alors tous les jours il y a une période de questions et le Premier ministre doit être... Quand j'ai été pendant 10 ans Premier ministre, j'ai été obligé quatre fois par semaine à me présenter à la Chambre des communes et à répondre à un certain nombre de questions... Et j'ai survécu. Et c'est la chose qui me manque maintenant, c'est la seule chose qui me manque en politique : la période des questions. Alors j'ai pensé que vous pourriez peut-être remplacer les députés de la Chambre des Communes... Et Monsieur Bachand vous pouvez recommencer ce que vous m'avez fait pendant des années. Et, comme on dit chez nous : allez-y ! Qui prend la parole le premier ?

- Une auditrice dans la salle : Monsieur le Premier ministre, je suis Directrice-Générale de la Chambre de Commerce France-Canada. Un thème a été abordé par Alfred Siefer-Gaillardin dans son introduction qui concernait le Grand Nord. Ma question est la suivante : le Canada bien sûr, fait actuellement valoir sa juridiction sur le plateau continental de cette région de l'Arctique, et dans cette démarche se

retrouve face à la Russie, aux États-Unis et au Danemark. Bien sûr, nous savons que cette partie recèle beaucoup de richesses, du gaz, du pétrole, des ressources minérales aussi bien sûr. Comment voyez-vous le développement de cette région, de cette partie du monde, qui jusqu'à maintenant a échappé à un développement désordonné ? Et quel est son avenir, sous réglementation éventuellement ?

- Jean Chrétien : Eh bien, ce que nous réclamons comme territoire canadien est canadien. Alors il n'y a pas de doute là-dessus. Il y a un problème concernant le transport maritime par le passage du Nord-Ouest. Certains prétendent que le passage du Nord-Ouest devrait être une section internationale, et nous on prétend que non, ce sont des eaux territoriales. Et les Russes ont le même intérêt, et le même argument de l'autre côté. Il y a une évolution aux États-Unis, qui déclarent depuis longtemps que le passage du Nord-Ouest devrait être international, qui pensent que ce serait peut-être mieux si c'était sous le contrôle du Canada. D'ailleurs, l'ambassadeur Celluci, qui est un très bon ambassadeur mais un petit peu difficile, a dernièrement fait cette déclaration que peut être la politique américaine devrait changer, et de reconnaître que le tout, au point de vue de sécurité et de développement économique durable (à cause du système écologique délicat là-bas), ce serait mieux administré par un pays comme le Canada que par quelques organismes internationaux. Et sur le plateau continental du Nord, c'est canadien. Les Danois prétendent qu'il y a une île là-bas qui serait peut-être la leur... Il y a des règles internationales qui s'appliqueront. C'est la même chose avec les Russes, on a le même intérêt que les Russes dans le fond, parce que les Russes ne veulent pas que leur territoire devienne international. Pas plus que nous. Et qu'on aime ça, ou qu'on n'aime pas ça, on est des voisins. Alors si on garde notre plateau continental, ils vont garder leur plateau continental. Ils ont posé un geste dernièrement, en déposant un drapeau russe sous la calotte polaire... Je ne suis pas encore assez bon plongeur pour aller voir si c'est au bon endroit... Mais, éventuellement les règles s'appliqueront pour eux comme pour nous. Parce qu'on a dans le fond un intérêt commun. Sauf qu'on n'a pas posé le même geste. Il faudrait peut-être le faire, mais le Premier ministre à l'heure actuelle répond à cette préoccupation en posant des gestes vis-à-vis du Nord, que je connais bien parce que j'ai été pendant six ans, un mois, trois jours et deux heures, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Et c'est moi qui avait pris l'initiative d'envoyer les ambassadeurs là-bas ; quand ils revenaient à Ottawa il y avait beaucoup plus de sympathie pour le ministre qui en était responsable. D'autres questions ? Oui Madame.

- Une auditrice dans la salle : Oui. Jean, bonjour. Effectivement comme vous me connaissez bien, vous saviez que j'allais vous poser une question et moi, je les prépare. Tout à l'heure vous nous avez parlé en commençant votre discours des pays émergents comme la Chine, l'Inde et le Brésil. Croyez-vous que l'on va pouvoir affronter ces défis en agissant à l'intérieur des structures des institutions actuelles que sont l'OMC par exemple, l'ALENA, l'Union Économique Européenne ? Ou devrait-on trouver un meilleur outil, un outil nouveau, un outil différent ?

- Jean Chrétien : Les outils que nous avons sont adéquats ou inadéquats... Et s'ils sont inadéquats ils devront évoluer, mais c'est très difficile. Prenez les Nations Unies, le Conseil de sécurité, probablement qu'il devrait être changé. Mais ce n'est pas une position très bien vue par la France et la Grande-Bretagne, parce que l'Allemagne, pays voisin, est plus gros, le Japon est plus gros et le Brésil est plus gros. Et si on l'agrandit ce n'est plus vraiment un vrai Conseil de sécurité. Vous savez il y a un moment donné où le nombre devient un problème. Quand vous êtes 180 autour de la table, tout le monde se lève avec un discours préparé par des bureaucrates et c'est plat, et puis ils ne décident de rien. Il faut parfois être capable de se retrouver en fonction... Des dialogues : comme je le disais tantôt, peut-être qu'on va être obligés de reprendre des dialogues comme cela existait avant l'évolution que l'on a connue. L'ALENA chez nous fonctionne très bien. Il y a toujours des ajustements à faire, mais cela a été favorable pour le Mexique, cela a été favorable au Canada, et pour les États-Unis. Il n'y a pas besoin de le changer pour le moment. On essaie de l'étendre à toute l'Amérique avec certaines difficultés. J'ai travaillé beaucoup là-dessus à l'époque. Mais l'arrivée de ces pays émergents change la carte politique et économique du monde. Et les institutions devront s'ajuster. Quelles seront les institutions ? Je ne suis pas un devin, je n'ai pas de recette particulière. La réalité forcera les gouvernements à prendre les décisions qui s'imposent. Ou bien alors certains organismes deviendront complètement inutiles. Il y aura des réunions quand même... Ça fera de la paperasse à lire, mais ça ne changera pas grand-chose. D'autres questions ?

- Un auditeur dans la salle : Monsieur le Premier ministre, je rebondis sur une de vos qualités dont a parlé le président : c'est que vous êtes un visionnaire. Je pense que je suis un de vos plus anciens "TLM" comme vous les appelez, "Toujours Les Mêmes", qui est dans une profession qui souffre à l'heure actuelle... Pendant 40 ans j'ai dirigé un petit drugstore canadien qui s'appelait la Royal Bank of Canada, et à un moment où nous étions emportés par cette ambition de mégalomanie, de fusionnisme... je me souviens qu'à l'époque nous avons fait une démarche auprès de vous, c'était les années mi-90, et nous souhaitons vous présenter un projet de fusion de la Royal Bank of Canada avec la Banque de Montréal. Nous n'étions pas très bien reçus, je pense que nous vous avons adressé des critiques acerbes. Nous avons évoqué la grandeur des banques japonaises qui étaient infaillibles puisqu'elles étaient tellement grandes. Or, vous aviez eu la grande sagesse de dire non à l'époque. Est-ce que vous pouvez me dire maintenant en rétrospective, quelle était cette vision que vous aviez, de ne pas permettre aux banques canadiennes de sortir des sentiers battus qui sont leur charte (elles opèrent en fonction de règles très claires et précises, et prennent des risques mais pas des risques inconsidérés) ? J'aimerais avoir votre rétrospective sur ce point.



- Jean Chrétien : Et bien merci de la question. Comme vous le savez le Canada se satisfait très bien de la situation des banques. Le gouvernement canadien n'a pas été obligé d'investir un seul dollar dans les banques, contrairement à la France, la Belgique, la Grande-Bretagne, les États-Unis. En 1995, elles voulaient se regrouper. Alors on est venu me voir. On m'a dit " Il faut qu'on ait des banques très grandes qui peuvent faire concurrence aux autres grandes banques. " Et on me citait à l'époque les banques japonaises. Et je leur ai dit "Oui, mais les banques japonaises sont les plus grandes banques au monde, mais elles sont toutes en faillite." Vous vous rappelez de cela ? Elles avaient des milliards d'actifs, mais il y avait plus de milliards de passif. Ce n'est pas un très bon exemple.

Deuxième raison, c'est qu'au Canada nous n'avons en fait que six banques. Il peut y avoir quelques petites banques étrangères, mais avec un capital très limité et des spécialisations plus ou moins dans leurs opérations. Et cela fonctionnait bien. Et j'ai dit non. Un président de banque est venu me voir et il me disait : "Monsieur Chrétien, vous savez, il faut être compétitif. Dans l'intérêt du pays vous devez accepter, ça nous fera des grandes banques plus compétitionnées." Je lui ai dit : "Vous voulez qu'on fasse cela tous les deux là, vous et moi dans l'intérêt du pays, là ?" Il a dit oui. Je lui ai dit : "Vous savez moi je suis Premier ministre du Canada, je gagne 142,000 dollars par année, et je n'ai pris aucune stock-option. Alors on va faire tous cela dans l'intérêt du pays. On va dire oui, mais vous ne pourrez pas réaliser vos stock-options." La conversation n'a pas été très longue. Ce n'était plus tellement l'intérêt du pays. Et pourquoi ? Parce que notre système fonctionnait bien. On a des règlements qui défendent à nos banques de prêter 125 % de la valeur d'une maison. Mon père était un ouvrier qui avait compris cela. Si votre maison vaut 100,000 dollars, vous ne pouvez pas mettre une hypothèque de 125,000 dollars dessus. Et c'est ce qui est arrivé aux États-Unis. Or au Canada la loi ne le permet pas. C'est réglementé. Et ensuite, là, ils n'ont pas pu faire les excès des autres banques. Et quand est arrivée la crise, les banques canadiennes sont devenues les vedettes. Et tous ceux qui n'ont pas été très gentils à mon endroit en 95 se promènent aujourd'hui à travers le monde, disant à tout le monde comment bons banquiers ils sont. Bravo pour eux. Mais je trouvais à l'époque qu'on avait un bon système, et changer pour changer, ce n'est pas très bon généralement. C'est pour cela que je suis marié depuis 52 ans.

- Un auditeur dans la salle : Bonjour Monsieur le Premier ministre. Je suis Canadien, j'habite à Paris depuis 33 ans. Et je vais partager avec vous très brièvement une expérience - pour vous demander si c'est la vôtre - qui est que, pour le petit Canadien que je suis à Paris, depuis tout ce temps, je n'ai qu'une seule fois entendu les hommes politiques dire de se tourner vers le Canada, pour en prendre des leçons, pour suivre le modèle canadien. Il s'agit de l'immigration. Et je me pose la question : si vous accepteriez de commenter la politique d'immigration canadienne, afin de mettre en exergue ses points forts, sachant que la France est tournée vers le Canada pour se faire guider. Et sur un point particulier, est-ce que vous commenteriez ce qu'on peut appeler peut-être "l'asiasiation" du Canada, c'est-à-dire le fait que le Canada devient de plus en plus

asiatique ? Je crois savoir que le chinois est maintenant la seconde langue parlée au Canada.

- Jean Chrétien : Non, non, c'est le français, oui on en parlera... Langue étrangère oui.

- Un auditeur dans la salle : C'est cela oui, donc quelle est l'expérience des indigènes si je puis dire, par rapport à cette transformation du tissu social ?

- Jean Chrétien : Voici, il faut être réaliste. D'abord la politique canadienne de l'immigration part du principe qu'un immigrant est un actif, pas un passif. Et qu'une fois qu'il est rendu au Canada... chez nous on a une formule qui est différente. On ne dit pas le mot melting pot au Canada, qui est le mot américain : le mélange de tout le monde avec une seule langue, et un seul drapeau et tout ça, c'est un peu irréaliste. Au Canada, on a développé le multiculturalisme. Ce qui veut dire quand vous arrivez au Canada, ici vous n'êtes pas ou français ou anglais, vous pouvez encore vous dire que vous êtes ukrainien, ou que vous êtes hindou ou que vous êtes pakistanais, pendant très longtemps... Et on favorise cela dans un sens, en essayant d'éviter autant que possible les ghettos, et cela fonctionne assez bien. Alors on ne les force pas, l'évolution fait qu'ils deviennent canadiens, et s'ils sont au Québec, au Nouveau Brunswick où dans certaines parties de l'Ontario, ils deviennent français, et dans le reste du Canada, ils deviennent plutôt anglais. Mais dans un pays à 2 langues officielles, la flexibilité fait partie de notre système.

Pour revenir au point que c'est un actif. La population canadienne d'origine anglaise, des îles de la Grande-Bretagne... des îles de l'Irlande et tout cela, et de la population française, n'augmente plus. C'est une réalité. Le taux de naissance dans les provinces de Québec est très faible. Évidemment j'avais dit au Pape un jour, qui me demandait de l'aider sur une mission de valeurs familiales, je lui avais dit : "Je suis votre homme Votre Sainteté. Je suis votre homme. Si la pilule avait été inventée en 33, je ne serais pas ici, je suis le 18e d'une famille de 19." - ce qui avait impressionné Monsieur Mitterrand qui était d'une famille de 9 seulement. Ça ne se reproduit plus maintenant. Alors pour maintenir notre tissu social, nos services, on a besoin d'une base de taxation plus large. Et on a besoin d'individus pour remplir les tâches dont on a besoin dans notre société. Et c'est un des grands problèmes de l'Europe. On me dit par exemple que l'Italie, la population va baisser de 60 millions, ou de 50 et quelques millions, à 40 millions. Je lisais cette semaine, que depuis 10 ans la Russie a perdu 10 millions de ses citoyens : le nombre est tombé de 160 à 150. C'est un peu le phénomène d'un peu partout. Si on ne veut pas se reproduire, il faut importer de la main-d'œuvre. Et nous elle vient d'un peu partout. Il y a des Chinois. On se plaint au Québec, on aimerait mieux avoir plus d'immigration française, on en aurait besoin, mais ils ne viennent pas beaucoup. C'est la réalité. Alors peut-être que le Canada va changer à cause de cela. Si on devient tous chinois, si on a les yeux arrangés demain et qu'on parle français, j'en fais mon affaire. C'est la réalité. Et l'Europe devra

s'ajuster à cela. Elle devra s'ajuster à cela, parce que vous ne pourrez pas en France, en Allemagne, en Italie, un peu partout, continuer à avoir les services que vous avez si la population diminue. C'est mathématique. Alors il s'agit de s'y accommoder. D'ailleurs, la France a été pendant des générations, la patrie des apatrides. C'était la terre qui recevait les gens qui étaient bousculés partout dans le monde. Et après des générations, ils sont devenus des Français. Quand on lit les journaux en France, ce ne sont pas tous des noms aussi français que "Chrétien"... C'est notre politique et elle fonctionne bien. Et s'il y a beaucoup de Chinois dans la ville de Vancouver, il y en a trois-quatre à Shawinigan - c'est ma ville Shawinigan. Cela varie d'une région à l'autre, sans créer beaucoup de difficultés. J'ai eu le privilège de nommer le premier Chinois membre du cabinet au Canada. J'ai nommé le premier, un ministre venant des Indes, j'ai nommé un ministre qui était très bon... Ma première élection, 25 % des députés de mon parti n'étaient pas nés au Canada. Cela n'arrive pas dans d'autres pays. J'avais un ministre qui était né en Argentine, un Italien qui avait vécu en Argentine et qui était venu au Canada. Et ça au Canada ce n'est pas un problème. On est fier de cela. On accepte cela, on vit avec cela. C'est la vie d'aujourd'hui. C'est une longue réponse à votre question. Je peux en prendre un autre maintenant.

- Un auditeur dans la salle : Pierre Ménard, président de la Chambre de commerce France-Canada. La crise, certains commencent à dire qu'elle est derrière nous. Vous avec votre expérience Monsieur le Premier ministre, quelles leçons en tirez-vous ? Qu'est-ce qui va rester de cette crise dans les années qui viennent en termes d'action pour construire à l'avenir ?

- Jean Chrétien : La crise, on est dans une crise et on ne le sait pas. On sort d'une crise, et on ne le sait pas plus. Ce sont des choses qui évoluent. Et on réalise... Notre Premier ministre au mois d'octobre l'an passé a proclamé durant la campagne électorale, qu'il n'y avait aucun problème de crise cette année, c'était mon parti qui exagérait. C'était le discours de l'élection. Quelques semaines après, il a été obligé de faire face à la réalité. Alors, on a cela, c'est sûr qu'on a cela. De quelle façon on va s'en sortir c'est là qu'est le problème. Ce qui m'inquiète c'est l'endettement. Pour se sortir de la crise, tout le monde s'endette. Les Américains auront 13 % de leur revenu brut en déficit cette année. Les Anglais 11%. Croyez-le ou non, les Français font mieux que les Anglais ou les Américains. Nous, on fait mieux, parce que nous on avait une meilleure situation quand on a commencé. Après le travail que mon gouvernement a fait en 95, 96, on était, on avait 73 % de la dette par rapport au revenu national brut, et on a coupé cela de plus de la moitié. On dépensait 37 sous, dans chaque dollar, de taxes pour payer des intérêts sur la dette. On en paye 12 maintenant. On est entré dans cette crise-là dans de meilleures conditions. Évidemment, le gouvernement actuel ne m'en donne pas le crédit, je le comprends bien. Mais c'est la réalité. Qu'est-ce qui arrivera quand on sortira de cette crise-là ? On devra payer nos dettes. Et ce sera le défi pour les gouvernements d'alors, de faire face à cette réalité-là. Et ce qui me plaît beaucoup c'est le nombre de Français qui s'informent de comment nous

avons réussi au Canada en 95, 96. Je suis venu en parler, ils viennent me voir à Ottawa pour cela. Cela se fait. On l'a fait. Mais ce n'est pas facile. Ce n'est pas facile parce qu'il a fallu que l'on coupe 60 000 postes dans la fonction publique. Pour nous c'était 19 % de nos fonctionnaires. Évidemment cela ne s'est pas fait d'une façon brutale : on a persuadé des gens à la veille de la retraite de se retirer plus rapidement, on leur a donné un peu plus d'argent la première année et tout ça. Il y en a d'autres qu'on a été obligé de laisser aller, mais cela s'est bien passé. Il faut avoir aussi la détermination de le faire. Et nous ce qui est surprenant, c'est qu'on n'a pas eu une grève nationale : aucune. Alors pourquoi, je ne sais pas. Vous savez, un jour j'avais demandé aux chefs d'union : "Pourquoi vous n'avez pas fait de grève nationale ?" Et ils m'ont répondu : "Parce qu'on savait que vous ne changeriez jamais d'idée." Évidemment c'est plus facile chez nous que chez vous, parce qu'ici vous avez tout à Paris. Si on veut faire une grève à Paris, ce n'est pas compliqué : on emmerde tout le monde rapidement, et puis les rues sont petites etc. Tandis que chez nous, d'un océan à l'autre, cela en prendrait beaucoup pour arrêter la circulation ! Eh, mais il faut le faire. Et on l'a fait. Et on devra le faire. C'est là qu'est le problème. Vous savez quand on voit le changement qui s'est produit dans le monde, quand on réalise aujourd'hui que les banquiers de l'Amérique et de l'Europe viennent de l'Asie, c'est cela la réalité : les devises américaines en Chine sont énormes. Les réserves chinoises sont généralement en dollar américain. Évidemment les Américains réussissent parce qu'ils sont le grand marché pour la Chine. Mais on ne sait pas si à un moment donné, le développement interne de la Chine, à un rythme plus rapide pourrait déséquilibrer ce qui est un équilibre à l'heure actuelle. Pour moi, ce n'est plus mon problème.

- Un auditeur dans la salle : Monsieur Chrétien, comme Premier ministre vous avez toujours été le porte-parole d'un rapprochement Nord-Sud sur les questions de dettes des pays émergents, les questions de lutte au VIH, la bonne gouvernance, l'intégrité des pouvoirs publics. On parlait de la crise financière tout à l'heure, on a l'impression qu'à l'heure de la crise financière on voit un peu disparaître ces préoccupations. Croyez-vous qu'il est encore utile de poursuivre le rapprochement ?

- Jean Chrétien : Oui. C'est surtout le problème de l'Afrique. Il est très important de s'intéresser à l'Afrique, et d'aider l'Afrique à bien se développer. Parce que c'est un continent énormément riche. Et vous voyez ce qui se passe aujourd'hui : les Chinois le comprennent. Ils sont partout en Afrique. Je voyage beaucoup. Mon travail professionnel je ne le fais pas au Canada, car je ne veux pas avoir affaire avec les gouvernants canadiens, parce que les journalistes vont dire que je me sers de mes vieilles connexions etc. Alors je travaille à l'étranger surtout. Et je voyage dans ces continents-là. La gouvernance s'améliore. Mais il y a beaucoup à faire. Vous vous rappelez, le G8 nous avait demandé au Canada de prendre le dossier du Népal, qui était de les aider à se développer, et s'ils le faisaient bien, on allait leur donner des compensations pour le succès et tout ça. Parce qu'à

l'époque on comprenait combien c'est important. Et ce serait une erreur de se retirer parce qu'on a des difficultés. Parce que c'est un investissement pour l'avenir. Et moi je suis convaincu que malgré les difficultés, je ne pense pas que la plupart des gouvernements ont coupé beaucoup leurs contributions. C'est arrivé dans un pays que je connais bien mais je ne le nommerai pas. Merci beaucoup.

-Alfred Siefer-Gaillardin: La longueur et la chaleur des applaudissements qui concluent vos interventions montre assez l'intérêt, plus que vif, passionné, de vos auditeurs pour votre expérience personnelle, les politiques vous avez menées, la façon dont vous voyez aussi les problèmes qui se posent à nous désormais, et la meilleure façon peut-être de les aborder, ou d'autres façons de les aborder pour tenter de les résoudre. Monsieur le Premier ministre, il nous reste à vous remercier très vivement. Mais sur une note d'humour, j'espère. Lorsqu'en 1983, ou 84, Monsieur Alain Juppé, alors Premier ministre de la République française, est venu à Ottawa, nous avons organisé à la résidence de l'ambassadeur de France un déjeuner de 160 couverts réunissant hommes d'affaires, de médias etc. Et Alain Juppé devait absolument apparaître- ce que je ne savais pas - au journal télévisé de 20 heures. Donc à l'heure tapante, alors que les autres invités n'étaient pas encore assis- vous vous souvenez - dans la salle à manger, Alain Juppé se précipite au micro, et commence à faire son allocution pour qu'elle puisse être reprise en léger différé, au journal télévisé de 20 heures en France. Tout le monde s'assied, les serveurs sont tétanisés, personne ne bouge, j'écoute, le Premier ministre achève son discours, et veut porter un toast en l'honneur du Premier ministre du Canada. Il va à sa table, qu'est-ce qu'il voit sur la table ? Trois verres, un seul plein, avec de l'eau. Il revient vers le micro, et il dit : "Alors ça, Monsieur l'ambassadeur, si mes électeurs à Bordeaux savaient que vous me faites trinquer à l'eau..." Il le disait sur un fond, mi-ironique, je me suis dit : " Aie aïe aïe, ma carrière est en train de prendre un tournant rapide." Et c'est là où le merveilleux, l'admirable Jean Chrétien, avec son esprit de repartie a dit : " Mais non Monsieur le Premier ministre, au contraire, il faut féliciter votre ambassadeur de porter un toast avec la plus importante ressource naturelle au monde qui est au Canada : son eau. " Voilà. Monsieur le Premier ministre merci, merci de nous avoir accompagnés, et j'espère que vous aurez un excellent voyage désormais pour Londres.